

49958



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE
E/ECA/PSD.3/1
27 décembre 1983
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Troisième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains
Addis-Abeba, 5-14 mars 1984

EVALUATION DE LA CONFERENCE COMMUNE DES PLANIFICATEURS,
STATISTICIENS ET DEMOGRAPHES AFRICAINS

Table des matières

	<u>paragraphes</u>
Introduction	1-3
Participation aux deux premières sessions	4-8
Evaluation de la deuxième session	9-21
Conclusions et mesures prises	22-30
Participation	23-25
Documentation	26
Travaux	27
Ordre du jour	29
Remarques d'ordre général	30
Annexe	

Pour des raisons d'ordre technique, la présente traduction n'a pas été révisée.

Introduction

1. La Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains est un organe relativement récent de la CEA, créé par la fusion de trois conférences auparavant distinctes dans les trois domaines concernés. Ses principaux objectifs consistent à promouvoir la collaboration à la fois aux niveaux national et régional et à servir de cadre pour l'examen des principaux aspects du développement de l'Afrique d'un point de vue technique. Les deux premières sessions de la Conférence commune se sont tenues en 1980 et 1982.

2. Après la deuxième session, il a été décidé d'évaluer les progrès accomplis et les résultats obtenus par la Conférence commune pour ce qui est de la participation et des vues des participants. Les résultats sont présentés dans les deux sections suivantes du présent rapport et des données d'appui figurent dans cinq tableaux présentés en annexe.

3. La dernière section du présent rapport décrit les conclusions du secrétariat et les modifications qui se sont révélées nécessaires en matière d'arrangements dans le cadre de la préparation de la troisième session de la Conférence commune.

Participation aux deux premières sessions

4. Les tableaux 1 et 2 de l'annexe résument la participation aux sessions de 1980 et 1982 de la Conférence commune. Sans être alarmants, les chiffres attirent bien l'attention sur quelques points qui présentent de l'intérêt et suscitent de la préoccupation.

5. Lors de la première session, 34 pays africains étaient représentés. A la deuxième session en 1982, seuls 26 pays africains ont participé et c'est là un sujet de préoccupation. Cet état de choses peut traduire la pénurie de fonds destinés au voyage mais un fait notable est la faiblesse numérique des participants de l'Afrique du Nord et la réduction brutale de ceux de l'Afrique de l'Est.

6. Les statisticiens constituaient le groupe le plus fortement représenté à la session de 1980, mais la participation des planificateurs et des démographes était proportionnellement plus élevée en 1982, ce qui dénote une tendance à instaurer un plus grand équilibre. Le nombre des représentants des ambassades et d'autres organismes non techniques a également chuté considérablement, vraisemblablement en conséquence de l'appel lancé par la CEA. Toutefois, le nombre global des participants des pays est tombé de 94 à 70, ce qui traduit le fait que dans l'ensemble la représentation a tendance à baisser, comme déjà indiqué.

7. Il y avait 21 chefs de services chargés de la planification et de services statistiques tant à la session de 1980 qu'à celle de 1982, avec une proportion légèrement plus forte des chefs de services de planification à la dernière session. Il n'est pas possible de s'étendre sur le cas des démographes dans ce domaine parce qu'ils sont en règle générale rattachés aux services nationaux de statistique et, à l'exclusion de ceux des bureaux de recensement, leurs directeurs ne sont pas considérés comme chefs de service. Cependant, dans quelques cas, le directeur du service national de statistique peut être lui même un démographe.

8. Le nombre de pays non africains participants a été de sept et huit lors des deux réunions. La présence des départements et organismes des Nations Unies était assez importante et la réduction du nombre en 1982 n'est que la conséquence du retrait de certains services que n'intéressait pas la Conférence. La participation des organisations intergouvernementales était assez bonne.

Évaluation de la deuxième session

9. Un questionnaire d'évaluation a été adressé à toutes les personnes qui ont participé à la session de 1982 de la Conférence. Il a donné 67 p. 100 de réponses avec une proportion légèrement plus élevée de réponses émanant des observateurs que des représentants. Les détails figurent dans le tableau 3.

10. Une récapitulation générale des réponses aux différentes questions figure dans le tableau 4. Les questions ont été posées de manière à donner les réponses suivantes : bon/passable/médiocre et oui/non et les résultats ont été la répartition des réponses exprimée en tant que pourcentage de leur total. Lorsqu'on examine ces chiffres, il faut prendre en considération trois facteurs : 1) l'opinion des 33 p. 100 de participants qui n'ont pas répondu est inconnue; 2) il y a, en répondant à un questionnaire de ce genre, une tendance à être trop tendre; 3) aucune pondération n'a été appliquée aux totaux du tableau 4 pour traiter la divergence dans les proportions des réponses des représentants et des observateurs, mais ceci n'influe pas considérablement sur les conclusions.

11. Peut-être le facteur principal qui a émergé de l'évaluation a-t-il été l'opinion des observateurs quant à la participation des pays africains. Une proportion de 28 p. 100 ont dit que cette participation était faible et aucune autre question du questionnaire n'a suscité une réponse aussi négative; seuls 22 p. 100 des observateurs ont estimé que la participation des fonctionnaires nationaux était bonne. L'opinion des représentants eux-mêmes à propos de leur propre participation était à peine meilleure et seuls 36 p. 100 ont estimé que la situation était bonne.

12. Les avis des représentants et des observateurs concernant la participation d'autres groupes étaient assez uniformes. Ils auraient clairement souhaité qu'un nombre un peu plus grand de pays non africains eussent participé, mais ont considéré comme satisfaisante la participation des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des centres de formation et de recherche.

13. Une proportion de 59 p. 100 des observateurs, mais de 36 p. 100 seulement des représentants ont indiqué que les documents avaient été reçus à temps avant la réunion. Etat donné que les documents avaient été expédiés par lots en même temps aux deux groupes, la différence indique probablement que les services postaux sont plus rapides vers les destinations étrangères à la région. Une réaction analogue est donnée pour la réponse à la question de savoir s'il y avait assez de temps pour lire les documents à l'avance. On s'est montré fermement convaincu en règle générale - car 85 p. 100 des réponses abondent dans ce sens - que les pays africains devraient jouer un rôle plus actif dans la préparation de la documentation nécessaire pour la Conférence.

14. Les arrangements d'ordre administratif en vue de la Conférence, c'est-à-dire les salles de réunion, les hôtels et le transport sur place, semblent avoir donné satisfaction, mais ont été estimés de plus piètre qualité par les représentants que par les observateurs. Dix-sept p. 100 des représentants ont décrit les hôtels comme médiocres mais cela est probablement lié à leur propre convenance en matière d'hôtels et de chambres d'hôtel.
15. Les opinions en ce qui concerne la qualité des documents de base ont été uniformes et assez défavorables. Seuls 45 p. 100 des participants ont dit que les documents étaient bons et une autre proportion de 45 p. 100 les a évalués comme passables. Il n'existait aucune question sur les moyens d'améliorer la documentation destinée à la Conférence, ce qui aurait pu fournir d'autres informations utiles.
16. Tant les représentants que les observateurs ont été d'un avis tout à fait défavorable concernant l'ordre du jour de la Conférence. Une proportion de 74 p. 100 ont estimé que cet ordre du jour couvrait trop de sujets et 82 p. 100 ont dit qu'il faudrait adopter une approche plus sélective dans le choix des questions à inscrire à l'ordre du jour. Pour une question connexe sur le temps à consacrer aux travaux en séance plénière, 62 p. 100 des représentants et 72 p. 100 des observateurs ont choisi la case avec la réponse la plus faible, soit 50 p. 100 du temps total à consacrer à la Conférence. Il s'agissait là d'un vice dans la conception du questionnaire car il ne fait aucun doute que certains auraient préféré qu'un temps plus court fût consacré aux travaux en séance plénière.
17. Quant à la qualité des débats, il a été estimé que le Président et les autres membres du bureau avaient très bien travaillé. Cinquante-neuf p. 100 des participants ont estimé que la performance des membres du bureau de l'assemblée plénière était bonne et 64 p. 100 ont donné la même évaluation pour les travaux en comités. Seuls 43 p. 100 des représentants ont été d'avis que leur propre contribution aux travaux était bonne, mais les observateurs avaient une plus haute idée des représentants, 52 p. 100 d'entre eux ayant bien apprécié cette contribution. L'apport des observateurs a été estimé bon par une proportion assez uniforme de 45 p. 100 seulement de l'ensemble des participants.
18. L'évaluation de la performance du secrétariat au cours des travaux a varié plus considérablement. Une proportion de 52 p. 100 des représentants et de 74 p. 100 des observateurs ont considéré que la présentation des points de l'ordre du jour était bonne mais la capacité du secrétariat de répondre aux questions soulevées au cours des débats a reçu une évaluation bien plus faible. Seuls 38 p. 100 des représentants et 54 p. 100 des observateurs ont été d'avis que de bonnes réponses avaient été données.
19. Il a été demandé aux participants d'évaluer les chances qu'avait la Conférence de réaliser son objectif fondamental consistant à intégrer les activités en matière de planification, de statistique et de démographie. Seuls 48 p. 100 des représentants et 35 p. 100 des observateurs ont estimé que ces chances étaient bonnes et environ 11 p. 100 les ont dans l'ensemble évaluées comme faibles.

20. Pour ce qui est des contacts officiels établis au cours de la période de la réunion, 57 p. 100 des représentants et 85 p. 100 des observateurs ont indiqué qu'ils avaient eu de bonnes occasions d'engager des entretiens privés. La réponse des observateurs contredit dans une certaine mesure leur avis déplorable en ce qui concerne la participation des pays africains.

21. Il conviendrait de noter que l'interprétation faite plus haut et les données figurant dans le tableau 4 ne font pas de distinction entre les réponses des planificateurs, des statisticiens et des démographes. Dans le tableau 5, les réponses de ces trois groupes sont données pour quelques questions adressées aux représentants seulement. Il existe des divergences, mais à ce niveau de désagrégation, le nombre des enquêtés est plutôt faible pour permettre de tirer des conclusions nettes. L'idée est peut-être accréditée davantage que les planificateurs espèrent que la Conférence servira à améliorer les relations entre les groupes d'agents concernés par la production et l'utilisation des données.

Conclusions et mesures prises

22. Dans la préparation de la troisième session de la Conférence commune, le secrétariat a tenu compte des résultats de l'évaluation décrite ci-dessus ainsi que d'une demande faite par la Conférence des ministres de la CEA lors de sa réunion de 1982, dans sa résolution 438 (XVII) et tendant à inclure les spécialistes des sciences de l'information et de l'informatique en tant que quatrième groupe au sein de la Conférence. Les principales conclusions et les mesures prises sont décrites brièvement ci-dessous.

Participation

23. La réduction de la participation des pays africains lors de la deuxième session de la Conférence n'a pas été considérée comme exerçant un effet négatif sur les résultats. La conjoncture économique était mauvaise en 1982 et il était difficile de trouver des fonds destinés au voyage. Les observateurs ont fait état de leur déception quant à la faible participation africaine à la deuxième session, mais il a été estimé qu'ils n'en réduiraient pas pour autant leur propre participation future.

24. Une considération supplémentaire a été la légère amélioration des proportions de planificateurs et de démographes lors de la deuxième session. Le changement en ce qui concerne les démographes était justifié par la faible participation lors de la première session, qui s'est tenue peu après une réunion de la Conférence des démographes africains. Dans le cas des planificateurs, on a été d'avis qu'ils portaient un intérêt réel accru à la Conférence en tant qu'instrument de coordination et qu'ils constitueront vraisemblablement le groupe prédominant, les ministères chargés de la planification incorporant dans de nombreux pays la statistique et la démographie.

25. Il a été décidé d'établir des contacts avec tous les groupes de participants bien avant l'envoi des invitations officielles afin de leur permettre de prévoir la mise en place des fonds nécessaires.

Documentation

26. Afin d'améliorer la qualité des documents de base de la Conférence, les divisions organiques concernées ont mis au point une procédure d'examen beaucoup stricte. Il a été décidé qu'aucun document, à l'exception des rapports des séances, ne dépasserait 25 pages et que la date limite d'élaboration de tous les projets serait le 30 juin 1983 en vue de faciliter cet examen approfondi. En outre, on s'est efforcé d'adopter une approche plus intégrée dans la préparation de l'ensemble de la documentation. La suggestion tendant à ce que les pays soient invités à préparer certains des documents n'a pas été perdue de vue lors de l'élaboration de la liste des documents, mais a été jugée inapplicable en raison du manque de temps.

Travaux

27. En vue de faire une présentation concise et claire des points de l'ordre du jour, les fonctionnaires du secrétariat responsables de la question ont été priés de préparer des déclarations écrites mettant en évidence les principaux points à discuter. En répondant aux questions et en résumant les conclusions, les directeurs des divisions ou toutes autres personnes indiquées contribueront à faire progresser les travaux si nécessaire.
28. Etant donné que la qualité des débats dépend également des présidents de la Conférence, il a décidé qu'une réunion des chefs de délégation aurait lieu avant l'ouverture de la troisième session de la Conférence commune afin de procéder à un premier choix de membres du bureau et que ces derniers seraient l'objet d'une brève information préliminaire.

Ordre du jour

29. Compte tenu de l'opinion exprimée par les participants selon laquelle les séances plénières ne devraient prendre que la moitié du temps disponible environ, l'ordre du jour a été établi en prévoyant huit demi-journées pour les séances plénières et sept pour les séances en comités.

Remarques d'ordre général

30. Il a été conclu qu'à part les améliorations plus approfondies susmentionnées qui doivent être apportées, les arrangements en vue de la Conférence commune sont en général satisfaisants et qu'aucun changement radical n'est nécessaire au stade actuel. Bien qu'on ait déploré que la deuxième session n'ait pas été bien meilleure à la première, il n'est possible de déterminer l'utilité et les résultats globaux de la Conférence qu'après une ou deux autres sessions.

Tableau 1 : Participation des pays africains aux deux premières sessions de la Conférence commune

Sous-région	Nombre total de pays	Pays participants	Pays participants									
			Planification		Statistiques		Démographes		Autres		Total	Planification
			1980	1982	1980	1982	1980	1982	1980	1982	1980	1982
Afrique du Nord	6	4	2	4	2	4	-	2	2	1	10	7
Afrique de l'Ouest	16	12	12	8	8	13	7	3	4	3	27	20
Afrique du Centre	11	7	6	11	8	3	6	2	4	6	-	2
Afrique de l'Est	17	11	6	8	10	17	10	4	3	6	22	18
Total	50 ^{1/}	34	26	31	28	37	25	9	13	17	94	70
											5	7
												16

^{1/} Ne comprend pas la Namibie, la Réunion ni le Sahara occidental.

Tableau 2 : Participation des observateurs aux deux premières sessions de la Conférence commune

Organismes représentés	Nombre	Participants									
		Planificateurs		Statisticiens		Démographes		Autres		Total	Total
		1980	1982	1980	1982	1980	1982	1980	1982	1980	1982
Pays non africains	7	8	3	2	5	7	2	1	5	4	15
Départements et organismes des Nations Unies	14	11	6	2	6	13	2	1	4	6	18
Organisations internationales	10	11	3	2	6	7	3	1	2	3	14
Centres de formation, etc.	11 ^{1/}	9	2	-	9	7	2	3	-	-	13 ^{1/}
Total	42	39	14	6	26	34	9	6	11	15	60
											61

^{1/} Y compris le groupe de consultants de rang élevé.

Tableau 3 : Réponses aux questionnaires d'évaluation de la deuxième session de la Conférence commune

	Plannificateurs				Statisticiens				Démographes				Autres				Total
	P*	I*	% de réponses	P	R	% de réponses	P	R	% de réponses	P	R	% de réponses	P	R	% de r		
Représentants	28	17	61	26	20	77	12	7	58	4	0	-	70	44	6		
Observateurs	6	4	67	34	23	68	6	6	100	15	11	73	61	44			
Total	34	21	66	60	43	72	18	13	72	19	11	58	131	88			

P* - Participation

R* - Réponses

	En pourcentage Représentants			En pourcentage Observateurs			En pourcentage Total
	Bon	Pas- sable	Médiocre indiqué	Bon	Pas- sable	Médiocre indiqué	
I. Niveau de la participation							
1. Pays africains	36	55	9	22	43	28	19
2. Pays non africains	43	35	17	48	39	7	14
3. Organismes des Nations Unies	79	19	2	78	13	7	79
4. Organisations inter-gouvernementales	64	33		65	22	9	16
5. Centres de formation et de recherche	62	29	9	59	35	2	27
						4	5
							6
I. Documentation	Oui	Non		Oui	Non		
1. Documents reçus							
	Oui	Non		Oui	Non		

1. Documents -equs
g + mms

- 2. Temps suffisant pour la lecture
- 3. Nécessite d'associer plus activement les pays à l'élaboration des documents

36	62	2	59	39	2	48	50
17	83	-	50	46	4	34	64
86	14	-	85	15	-	85	15

administratif ordre

1. Salles de réunion
2. Hôtels
3. Transport sur place
4. Autres (préciser)

	Pas-		Non		Pas-		Non		Pas-		Non	
	Bon	sable	Médiocre	indiqué	Bon	sable	Médiocre	indiqué	Bon	sable	Médiocre	indiqué
53		38	7	2	70	26	2	2	63	30	5	
45		5	17	33	61	7	4	28	53	6	10	
40		21	5	33	52	17	7	24	47	19	6	
4		3	26	67	7	2	2	89	6	2	14	
48		43	2	7	43	46	2	9	45	45	2	
Oui	Non				Oui	Non			Oui	Non		

V. Ordre du jour

1. Couvre-t-il trop de sujets?
2. Nécessité d'une approche plus sélective
3. Part du temps à consacrer aux travaux en séance plénière

Oui		Non		Oui		Non	
76	22	2	72	28	-	74	25
81	17	2	83	17	-	82	17
50%	65%	30%	50%	65%	80%	50%	65%
62	36	2	72	26	2	67	31

VI. Qualité des travaux

	En pourcentage Représentants			En pourcentage Observateurs			En pourcentage Total				
	Pas- sable	Médiocre	Non indiqué	Pas- sable	Médiocre	Non indiqué	Pas- sable	Médiocre			
VI. <u>Qualité des travaux</u>											
1. Performance des membres du bureau : assemblée plénière comité	57 62	38 31	5 7	- -	61 67	28 28	11 2	- 3	59 64	33 30	77 5
2. Contribution : des représentants des observateurs	43 43	50 45	7 12	- -	52 46	41 45	7 7	- 2	48 45	45 45	7 9
3. Efficacité du secrétariat : dans la présentation des points de l'ordre du jour dans la réponse aux questions posées	58 36	40 60	2 2	- -	74 54	26 35	- 7	- 4	66 46	33 46	1 5
VII. Chances qu'a la Conférence de réaliser l'intégration	48	38	12	2	35	50	11	4	41	44	11
VIII. Possibilité de procéder à des contacts efficaces	57	26	17	-	85	9	2	4	72	17	9

Tableau 5 : Réponses données à quelques questions par les planificateurs, statisticiens et démographes présents

Tableau 5 : Réponses données à quelques questions par les										Démographes	
	Planificateurs			Statisticiens			Démographes				
	Pas- sable	Médiocre	Non indiqué	Pas- sable	Médiocre	Non indiqué	Pas- sable	Médiocre	Non indiqué		
Niveau de la participation : Pays africains	29	53	18	-	44	50	6	-	29	71	-
Qualité des documents	53	47	-	-	44	33	6	17	43	57	-
Performance des membres du bureau : assemblée plénière comités	59	41	-	-	50	39	11	-	71	29	-
Chances qu'a la Conférence de réaliser l'intégration	59	29	12	-	56	39	5	-	86	14	-
	59	29	6	6	44	33	22	-	29	71	-